

*Affaires courantes*

• (1820)

Mes meilleurs vœux l'accompagnent. Il a, de diverses façons, bien servi son gouvernement. On lui avait confié la tâche ingrate de faire adopter des lois très impopulaires à la Chambre des communes, et il a réussi. Nous pourrions aussi lui reprocher certaines choses, mais pour ce qui est de son mandat, soit de faire adopter les lois du gouvernement, il s'en est acquitté avec célérité. Grâce à sa façon de faire, la présente législature a promulgué un plus grand nombre de lois que toute autre législature de l'histoire canadienne.

Je voudrais aussi transmettre mes meilleurs vœux à son épouse et à sa famille. Quelles que soient les entreprises futures du député de Calgary-Centre, je sais qu'il s'y consacrera avec autant de dévouement qu'il en a mis à servir son gouvernement et la Chambre des communes. Je souhaite de nouveau à sa famille la protection divine et la prospérité.

Passons maintenant au sujet à l'ordre du jour, c'est-à-dire le débat d'ajournement; la présente session parlementaire se termine sur une note plutôt triste pour le pays; certains points nous viennent à l'esprit. D'abord, à mon avis, les Canadiens en ont assez du gouvernement du Canada. Ils sont frustrés entre autres parce que plusieurs mesures prises par le gouvernement ont changé le visage de notre pays.

Nous nous souvenons tous de 1988, alors que le premier ministre parcourait le pays pendant la campagne électorale. Je me souviens de sa visite à Kamloops. Le député de Yellowhead et plusieurs autres ministres étaient venus à Kamloops et avaient déclaré que, si l'accord de libre-échange était adopté, il créerait des emplois, de très nombreux emplois. Ils ont omis de préciser toutefois que ces emplois seraient créés aux États-Unis; on croyait qu'il allait créer des emplois au Canada.

Ainsi, il est juste de dire que si aujourd'hui, neuf ans après l'élection pour la première fois du gouvernement actuel en 1984, les Canadiens se demandaient si leurs perspectives d'avenir sont maintenant meilleures, si leur emploi, leur carrière sont davantage assurés, si l'avenir de leurs enfants va être meilleur et si le Canada est un pays plus dynamique et productif qu'en 1984, je pense qu'ils répondraient non.

C'est ce que nous disent les sondages. Les Canadiens sont très inquiets de l'avenir. Le fait est que 70 p. 100 des

Canadiens ignorent s'ils vont avoir un emploi dans un avenir immédiat et si leur famille et eux-mêmes vont pouvoir compter sur une certaine sécurité économique. Il n'y a probablement rien de pire dans une société que de voir des gens se demander s'ils vont être en mesure de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille à l'avenir. Cela réduit en grande partie la confiance que les gens ont dans leurs institutions gouvernementales et peut-être d'autres institutions également, qu'il s'agisse des syndicats ou des chambres de commerce. Les gens se demandent si oui ou non ces organismes, ces organisations et le reste sont en mesure de répondre à leurs besoins comme ils l'ont fait dans le passé.

Il y a quatre millions de Canadiens qui devraient normalement avoir un emploi décent et qui, à l'heure actuelle, sont complètement au chômage, sans travail, ou qui ne travaillent que quelques heures par semaine. Il n'est pas surprenant alors que le Canada soit confronté à un déficit. Lorsqu'il y a quatre millions de Canadiens qui sont sous-utilisés sur le marché du travail, on n'obtient manifestement pas les recettes fiscales qu'on souhaiterait. Le coût de l'assurance-chômage et des divers autres programmes sociaux constitue un énorme fardeau pour le Trésor fédéral.

C'est ce qui explique notre énorme déficit. La meilleure façon de relancer le Canada, c'est de redonner de l'emploi aux gens. Nous devrions imiter d'autres pays et prendre de grandes mesures pour redonner de l'emploi aux Canadiens.

Prenons l'exemple du Japon. Ce pays s'est aperçu que son taux de chômage avait atteint les 3,5 p. 100. Le gouvernement a alors décidé de prendre des mesures pour remédier à cette situation. Il a lancé un vaste programme tendant à remettre les Japonais au travail. Il était conscient du fait que les gens qui travaillent paient des impôts de toutes sortes et n'exigent pas alors d'énormes dépenses publiques sous la forme de prestations d'assurance-chômage, de prestations d'assistance sociale et le reste.

• (1825)

Il a donc pris les mesures nécessaires. Même le président Clinton, aux États-Unis, a décidé d'essayer à nouveau de faire adopter un train de mesures par le Congrès dans le seul but de remettre un nombre grandissant d'Américains au travail, de parfaire leur éducation ou de leur donner une formation professionnelle.